

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2518

[C — 2009/29358]

30 AVRIL 2009. — Décret relatif à la création d'instances sous-régionales de pilotage et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficient de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux établissements d'enseignement secondaire organisant des options de l'enseignement technique ou professionnel organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Art. 2. Dans le cadre du présent décret, il faut entendre par :

1° : « Zone d'enseignement » : une zone telle que définie à l'article 24 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

2° : « Conseil de zone » : les conseils de zone tels que définis à l'article 2 de l'Arrêté de l'Exécutif du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice;

3° : « Comité de concertation » ; les Comités de concertation tels que définis à l'article 6 de l'Arrêté de l'Exécutif du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice;

4° : « Comité subrégional de l'emploi et de la formation » : le Comité subrégional de l'emploi et de la formation tel que défini aux articles 37 à 43 du décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

5° : « Commission Consultative Formation Emploi Enseignement » : la Commission Consultative Formation Emploi Enseignement telle qu'instituée par le décret du 17 mars 1994 portant création de Bruxelles Formation;

6° : « réseaux d'enseignement » :

- l'enseignement organisé par la Communauté française;
- l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française;
- l'enseignement libre confessionnel subventionné par la Communauté française;
- l'enseignement libre non confessionnel subventionné par la Communauté française.

7° : « l'indice socio-économique d'une zone » : le rapport entre, d'une part, la somme des produits, pour chaque établissement scolaire de la zone, de son indice socioéconomique multiplié par son nombre d'élèves au 15 janvier de l'année scolaire précédente et, d'autre part, le nombre total d'élèves de la zone à la même date.

CHAPITRE II. — Mise en œuvre

Art. 3. L'objet du présent décret est de permettre, sur base volontaire et sous certaines conditions, aux établissements ou implantations d'enseignement secondaire organisant des options de l'enseignement technique ou professionnel de bénéficiaire d'incitants, définis ci-dessous, afin de développer selon une logique de concertation en intra et/ou en inter réseaux, des actions visant à optimiser l'offre d'enseignement en termes de disponibilité et qualité du service public en phase avec les tendances de développement socio-économique sous-régional et régional.

Art. 4. § 1^{er}. Une Instance sous-régionale de pilotage inter-réseaux, dénommée ci-après « Instance de pilotage » est mise en place dans chaque zone d'enseignement.

L'Instance de pilotage est composée :

a) De quatre représentants de chacun des conseils de zone concernés et mandatés par ces derniers, représentant de tous les réseaux d'enseignement définis au point 6, de l'article 2, représentés au sein du Conseil de zone, pour autant que ces derniers organisent un établissement d'enseignement technique et professionnel dans la zone concernée;

b) D'un représentant de chaque comité de concertation mandaté par ce dernier;

c) De cinq membres, - selon le cas du Comité subrégional de l'emploi et de la formation concerné ou de la Commission Consultative Formation Emploi Enseignement -, dont le Président et deux représentants des employeurs et deux représentants des travailleurs;

d) D'un représentant du FOREm pour les zones sises en Région wallonne ou d'Actiris en Région de Bruxelles-Capitale;

e) D'un représentant de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

L'Instance de pilotage désigne son président et ses deux vice-présidents parmi les membres des catégories a), b) ou c) de l'alinéa 1^{er}. Le président est désigné parmi les membres des catégories a) et b). Les vice-présidents sont désignés pour l'un d'entre eux dans les catégories a) et b) et pour l'autre dans la catégorie c). La durée du mandat est de un an. L'alternance entre les caractères est assurée pour la désignation du président et du premier vice-président.

L'Instance de pilotage associe à ses travaux cinq représentants des syndicats de l'enseignement. Ceux-ci disposent chacun d'une voix consultative lorsque les décisions de l'Instance portent sur les incitants visés aux paragraphes 2 et 4, de l'article 5, et d'une voix délibérative lorsque les décisions de l'Instance portent sur les incitants visés au paragraphe 3, de l'article 5.

L'Instance de pilotage associe également à ses travaux un (des) représentant(s) de l'enseignement spécialisé, de l'enseignement de promotion sociale, du Conseil zonal de l'alternance, de l'IFAPME ou du SFPME selon la Région et de Bruxelles-formation pour la zone sise en Région de Bruxelles-Capitale.

L'Instance de pilotage associe à ses travaux le représentant d'une implantation située sur la zone concernée mais dont le réseau d'enseignement ne serait pas représenté dans le Conseil de zone ainsi que toute personne dont elle estime l'expertise utile à ses délibérations.

§ 2. Chaque Instance de pilotage établit son règlement d'ordre intérieur endéans les deux mois à dater de son installation. Ce règlement prévoit notamment les modalités de convocation des réunions et d'établissement de l'ordre du jour. Chaque Instance de pilotage soumet son règlement d'ordre intérieur à l'accord du Gouvernement.

Art. 5. § 1^{er}. L'Instance est un lieu d'information et de délibération entre les réseaux d'enseignement et les représentants du monde socio-économique d'une zone en matière d'offre d'enseignement. Les échanges de cette instance sont éclairés par les apports des représentants du Comité subrégional de l'emploi et de la formation concernés ou de la Commission Consultative Formation Emploi Enseignement ainsi que du FOREm ou d'Actiris. L'Instance travaille sur la base d'indicateurs objectifs concernant la structure actuelle de l'offre dans la zone et d'indicateurs relatifs à l'évolution du marché du travail dans l'espace Wallonie-Bruxelles et européen, en ce compris celle des métiers en pénurie.

§ 2. Dans les limites des moyens budgétaires qui lui sont attribués en application de l'article 7 du présent décret, l'Instance détermine les établissements qui peuvent bénéficier d'un incitant lié au maintien d'une option faiblement fréquentée eu égard aux minima de population tels que définis à l'article 12 de l'Arrêté du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, lorsque cette option répond aux critères visés au § 2, de l'article 6, du présent décret. Cet incitant consiste en l'octroi de périodes complémentaires aux périodes-professeurs telles qu'elles sont prévues conformément au décret du 2 juillet 1990 fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre global de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, afin de permettre l'engagement de professeurs, d'éducateurs ou de coordonnateurs pédagogiques affectés exclusivement au projet visé. Ces périodes complémentaires servent à combler le déficit de périodes générées par les options maintenues, en application du présent article. Le nombre de périodes complémentaires octroyées au maintien d'une option est de maximum 26 périodes.

Chaque établissement bénéficiant d'un incitant lié au maintien d'une option faiblement fréquentée peut également se voir attribuer par l'Instance un statut prioritaire au projet déposé auprès du Fonds d'équipement tel que défini par le décret du 26 avril 2007 tel que modifié garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant, lorsque ce projet porte sur des équipements nécessaires à l'organisation du projet visé.

La présente mesure est applicable un an. Elle peut toutefois être renouvelée par l'Instance dans la mesure où l'option répond encore aux critères visés au § 2, de l'article 6, du présent décret.

§ 3. Dans les limites des moyens budgétaires qui lui sont attribués en application de l'article 7 du présent décret, lorsque plusieurs établissements d'une zone décident volontairement de concentrer certaines options dans un établissement de la zone, les établissements cédants peuvent se voir octroyés par l'Instance, pour une période de cinq ans, le bénéfice du personnel non chargé de cours auquel ils avaient droit avant la cession, à concurrence du volume d'élèves régulièrement inscrits l'année scolaire précédente dans l'option cédée. Ils peuvent également bénéficier, pour une période de cinq ans, d'une majoration de leur NTPP correspondant à 50 % des heures pro méritées par les élèves des options cédées la première année et 20 % pour les quatre années suivantes. L'établissement accueillant peut enfin se voir attribuer une priorité d'accès au Fonds d'équipement tel que défini par le décret du 26 avril 2007 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant pour les options considérées. Les frais occasionnés par d'éventuels transferts d'équipements et aménagements d'infrastructures sont pris en charge par la Communauté française à concurrence d'un montant déterminé par le Gouvernement. Les établissements cédants ne sont plus autorisés à programmer les options considérées pour une durée de dix ans sauf dérogation accordée par le Gouvernement.

Au terme des cinq années, les incitants décrits à l'alinéa précédent sont réduits. La première année scolaire qui suit la période des cinq ans, l'établissement scolaire qui a bénéficié des incitants bénéficie de 50 % des périodes qui lui ont été accordées l'année scolaire précédente. La deuxième année scolaire qui suit la période des cinq ans, l'établissement scolaire qui a bénéficié des incitants bénéficie de 25 % des périodes qui lui ont été accordées deux ans auparavant. Le mécanisme prend fin à l'issue de cette deuxième année scolaire.

§ 4. Dans les limites des moyens budgétaires qui lui sont attribués en application de l'article 7 du présent décret, l'Instance sélectionne, sur base des critères visés à l'article 6, des projets de création d'options. Ces options pourront être ouvertes en référence à 60 % de la norme de création. Chaque établissement concerné se voit attribuer des périodes complémentaires aux périodes-professeurs, telles qu'elles sont prévues conformément au décret du 2 juillet 1990 fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre global de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, afin de permettre l'engagement de professeurs, d'éducateurs ou de coordonnateurs pédagogiques affectés exclusivement au projet visé. Le nombre de périodes complémentaires octroyées à un projet est de maximum 26 périodes.

Chaque établissement peut également se voir attribuer une dotation ou une subvention de fonctionnement complémentaire aux dotations et subventions de fonctionnement telles que prévues par la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, afin de permettre la prise en charge des frais de fonctionnement liés à l'option visée. Le montant minimum octroyé à une ouverture est équivalent au montant octroyé pour un groupe de 6 élèves selon sa catégorie telle que définie à l'article 3 § 3 de la Loi du 29 mai 1959 susmentionnée et est au maximum équivalent au montant octroyé pour un groupe de 16 élèves selon sa catégorie telle que définie à l'article 3, § 3, de la Loi du 29 mai 1959 susmentionnée.

Chaque établissement peut enfin se voir également attribuer par l'Instance un statut prioritaire au projet déposé auprès du Fonds d'équipement tel que défini par le décret du 26 avril 2007 tel que modifié garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant, lorsque ce projet porte sur des équipements nécessaires à l'organisation du projet visé.

La présente mesure n'est applicable que pendant les deux années de création de l'option.

Art. 6. § 1^{er}. Toutes les décisions relatives à l'octroi d'incitants tels que décrits à l'article 5 du présent décret sont prises par consensus des membres présents de toutes les catégories visées au § 1^{er}, alinéa 2, de l'article 4.

Si le consensus ne peut être atteint, les décisions relatives à l'octroi d'incitants sont prises à l'unanimité des membres des catégories *a*) et *b*) du § 1^{er} de l'article 4, et de la catégorie *c*) du § 1^{er} de l'article 4, cette dernière catégorie disposant de quatre voix dont deux voix pour les représentants des travailleurs et deux voix pour les représentants des employeurs.

§ 2. Pour sélectionner les options concernées, l'Instance recourt aux critères suivants :

1° la correspondance avec les métiers en pénurie identifiés par le FOREm et Actiris;

2° la cohérence et la pertinence du projet au regard de l'offre de formation globale sur la zone concernée;

3° l'utilisation d'outils pédagogiques de formation existant tels que les Centres de technologies avancées, les centres de compétence et les centres de référence.

Tout projet retenu par une Instance doit rencontrer chacun des trois critères visés au présent paragraphe à l'exception des projets visés au § 3, de l'article 5, pour lesquels seul le 2° critère est pris en compte.

§ 3. La liste des options sélectionnées par l'Instance est soumise à l'accord du Gouvernement et communiquée aux Présidents des Conseils de zone et des Comités de concertation concernés des différents réseaux d'enseignement et au Conseil général de Concertation pour l'Enseignement secondaire au plus tard le 15 janvier précédant l'année scolaire concernée.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les projets de programmation visés à l'article 5, § 4 sont communiqués au plus tard le 15 janvier précédant l'année scolaire concernée aux Présidents des Conseils de zone et des Commissions de concertation des zones concernées des différents réseaux d'enseignement en vue d'être soumis le cas échéant au Conseil général et à la décision du Gouvernement selon les procédures prévues par le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire.

Les décisions de l'Instance qui sont soumises à l'accord du Gouvernement ou aux procédures de programmation visées à l'alinéa 2 décrivent les options concernées, la motivation de la décision et la liste détaillée des incitants proposés.

§ 4. L'Instance de pilotage remet, au mois d'octobre de chaque année, au Gouvernement un rapport d'activité de l'année scolaire écoulée.

Art. 7. En fonction des moyens budgétaires, le Gouvernement répartit entre les instances de pilotage les moyens nécessaires à l'octroi des incitants tels que décrits à l'article 5.

Chaque zone bénéficie d'un budget zonal égal au budget total affecté aux incitants multiplié par une fraction dont le numérateur est égal au nombre d'élèves pondérés du qualifiant dans la zone concernée et dont le dénominateur est le total des élèves pondérés du qualifiant de l'ensemble des zones.

Le nombre d'élèves pondérés du qualifiant d'une zone donnée est égal au nombre d'élèves du qualifiant de la zone concernée multiplié par le facteur de zone.

Le facteur de zone est fixé à 0,5 pour la zone dont l'indice est le plus grand et à 1,5 pour la zone dont l'indice est le plus faible. Les facteurs de zone des autres sont obtenus en ajoutant à 0,5 le résultat arrondi à la 2ème décimale de la fraction dont le numérateur est égal à la différence entre l'indice le plus grand et l'indice de la zone concernée et dont le dénominateur est égal à la différence entre l'indice de la zone la plus favorisée et l'indice de la zone la moins favorisée.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 8. La disposition suivante est modifiée :

A l'article 3, 1°, du décret du 26 avril 2007 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant, une priorité g), libellée comme suit, est ajoutée :

« g) aux établissements dont le projet a été approuvé par le Gouvernement selon la procédure prévue à l'article 7 du décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances sous-régionales de pilotage et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficace de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial. ».

Art. 9. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa parution au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,

C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,

M. TARABELLA

—
Note

(1) *Session 2008-2009*

Documents du Parlement. — Proposition de décret, n° 670-1. — Amendements de commission, n° 670-2. — Rapport, n° 670-3.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 28 avril 2009.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2518

[C — 2009/29358]

30 APRIL 2009. — Decreet betreffende de oprichting van subregionale sturingsinstanties en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde inrichtingen voor secundair onderwijs die opties inrichten van het technisch of beroepsonderwijs.

Art. 2. In het kader van dit decreet dient verstaan te worden :

1° « Onderwijszone » : een zone zoals bepaald bij artikel 24 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

2° « Zoneraad » : de zoneraden zoals bepaald bij artikel 2 van het Besluit van de Executieve van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan;

3° « Overlegcomité » : de overlegcomités zoals bedoeld bij artikel 6 van het Besluit van de Executieve van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan;

4° « Subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming » : het Subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming zoals bedoeld bij de artikelen 37 tot 43 van het decreet van het Waalse Gewest van 13 maart 2003 tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

5° « Adviescommissie voor opleiding, tewerkstelling en onderwijs » : de Adviescommissie voor opleiding, tewerkstelling en onderwijs zoals ingesteld door het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding;

6° « onderwijsnetten » :

het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap;

het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

het vrij confessioneel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

het vrij niet-confessioneel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

7° « het socio-economische indexcijfer van een zone » : de verhouding tussen, enerzijds, de som van de producten, voor iedere schoolinrichting van de zone, van haar socio-economische indexcijfer vermenigvuldigd met zijn aantal leerlingen op 15 januari van het vorige schooljaar en, anderzijds, het totaal aantal leerlingen van de zone op dezelfde datum.

HOOFDSTUK II. — *Tenuitvoerlegging*

Art. 3. Het voorwerp van dit decreet is de inrichtingen of vestigingen voor secundair onderwijs die opties van het technisch of beroepsonderwijs inrichten de mogelijkheid te bieden, op vrijwillige basis en mits inachtneming van sommige voorwaarden, hierna bepaalde stimuli te genieten om acties te ontwikkelen, volgens een overleglogica binnen of onder netwerken, die tot doel hebben het aanbod aan onderwijs te optimaliseren inzake beschikbaarheid en kwaliteit van de openbare dienst door het inspelen op de tendensen van de subregionale en regionale socio-economische ontwikkeling.

Art. 4. § 1. Er wordt in iedere onderwijszone een subregionale instantie voor sturing tussen de netwerken, hierna « Sturingsinstantie » genoemd, ingesteld.

De Sturingsinstantie bestaat uit :

a) vier vertegenwoordigers van elke van de betrokken raden die gemandateerd zijn door deze laatste en die alle bij de Zoneraad vertegenwoordigde onderwijsnetten bepaald bij punt 6, van artikel 2, vertegenwoordigen, voor zover deze laatste een inrichting voor technisch en beroepsonderwijs in de betrokken zone organiseren;

b) een vertegenwoordiger van elk overlegcomité gemandateerd door deze laatste;

c) vijf leden, — naargelang het geval van het betrokken Subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming of van de Adviescommissie voor opleiding, tewerkstelling en onderwijs -, waaronder de Voorzitter en twee vertegenwoordigers van de werkgevers en twee vertegenwoordigers van de werknemers;

d) een vertegenwoordiger van FOREm voor de zones gelegen in het Waalse Gewest of Actiris in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;

e) een vertegenwoordiger van de Algemene directie Leerplichtonderwijs.

De Sturingsinstantie stelt haar voorzitter alsook haar twee ondervoorzitters onder de leden van de categorieën a), b) of c) van het eerste lid aan. De voorzitter wordt aangesteld onder de leden van de categorieën a) en b). De ondervoorzitters worden aangesteld, voor een van ze in de categorieën a) en b) en voor de andere in categorieën c). De duur van het mandaat bedraagt één jaar. De voorzitter en de eerste ondervoorzitter worden benoemd met inachtneming van een afwisseling van de aarden waarbij elk onderwijsnet aan de beurt komt.

De Sturingsinstantie vraagt de medewerking van vijf vertegenwoordigers van de vakverenigingen van het onderwijs. Deze beschikken, ieder, over een raadgevende stem wanneer de beslissingen van de Instantie betrekking hebben op de stimuli bedoeld bij de paragrafen 2 en 4, van artikel 5, en zijn stemgerechtigd wanneer de beslissingen van de Instantie betrekking hebben op de stimuli bedoeld bij paragraaf 3, van artikel 5.

Ook vraagt de Sturingsinstantie de bijstand van een (of meer) vertegenwoordiger(s) van het gespecialiseerd onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie, de Zoneraad voor de afwisseling, het IFAPME-net of het SFPME-net naargelang het Gewest en Bruxelles-formation voor de zone gelegen in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

De Sturingsinstantie vraagt de bijstand van de vertegenwoordiger van een vestiging gelegen in de betrokken zone maar waarvan het onderwijsnet niet vertegenwoordigd zou zijn in de Zoneraad alsook van elke persoon van wie zij meent dat zijn expertise nuttig is voor de beraadslaging.

§ 2. Iedere Sturingsinstantie stelt haar eigen huishoudelijk reglement vast binnen de twee maanden vanaf haar installatie. Onder andere zorgt dit reglement voor de nadere regels voor de bijeenroeping van de vergaderingen en voor het bepalen van de agenda. Elke Sturingsinstantie legt haar huishoudelijk reglement ter goedkeuring aan de Regering voor.

Art. 5. § 1. De Instantie is een plaats van informatie en beraadslaging onder de onderwijsnetten en de vertegenwoordigers van de socio-economische kringen van een zone inzake onderwijsaanbod. De uitwisselingen van deze instantie worden belicht door de medewerking van de vertegenwoordigers van het Subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming of van de Adviescommissie voor opleiding, tewerkstelling en onderwijs alsook FOREm of Actiris. De Instantie werkt op basis van objectieve indicatoren betreffende de huidige structuur van het aanbod in de zone en van indicatoren met betrekking tot de evolutie van de werkmakrt in de Ruimte Wallonië – Brussel en in de Europese ruimte, met inbegrip van het aanbod inzake jobs zonder genoeg werknemers.

§ 2. Binnen de perken van de begrotingsmiddelen die haar worden toegekend met toepassing van artikel 7 van dit decreet, bepaalt de Instantie de inrichtingen die een stimulus kunnen genieten in verband met het behoud van een weinig bezochte optie in verhouding met de bevolkingsminima zoals bedoeld bij artikel 12 van het Besluit van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wanneer deze optie aan de criteria bedoeld bij § 2, van artikel 6, van dit decreet voldoet. Deze stimulus bestaat in het toekennen van aanvullende lestijden naast de lestijden-leraar zoals bepaald overeenkomstig het Decreet van 2 juli 1990 betreffende de berekening en de aanwending van het totaal aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, om de aanwerving toe te laten van leraren, opvoeders of pedagogische coördinatoren exclusief voor het bedoelde project. Deze aanvullende lestijden dienen om het tekort aan lestijden voortvloeiend uit het behoud van de opties, met toepassing van dit artikel, te compenseren. Het aantal aanvullende lestijden toegekend voor het behoud van een optie bedraagt maximum 26 lestijden.

Iedere inrichting die een stimulus geniet in verband met het behoud van een weinig bezochte optie kan tevens een prioritair statuut toegekend worden door de Instantie voor het project ingediend bij het Uitrustingsfonds zoals bepaald door het Decreet van 26 april 2007, zoals gewijzigd, waarbij gezorgd wordt voor de pedagogische uitrusting van het kwalificatieonderwijs, wanneer dit project op uitrustingen betrekking heeft die noodzakelijk zijn voor de inrichting van het bedoelde project.

Deze maatregel is van toepassing gedurende één jaar. Ze kan nochtans door de Instantie hernieuwd worden in de mate dat de optie aan de criteria bedoeld bij § 2, van artikel 6, van dit decreet voldoet.

§ 3. Binnen de perken van de begrotingsmiddelen die haar worden toegekend met toepassing van artikel 7 van dit decreet, wanneer meerdere inrichtingen van een zone vrijwillig beslissen sommige opties te concentreren in één inrichting van de zone, kan de Instantie de afstaande inrichtingen, voor een periode van vijf jaar, het genot toekennen van het personeel zonder cursusopdracht waarop de inrichtingen recht hadden voor de cessie, ten belope van het volume van de voor het vorige jaar regelmatig ingeschreven leerlingen in de afgestane optie. Ze kunnen ook, voor een periode van vijf jaar, een verhoging van hun totale aantal lestijden-leraar bekomen overeenstemmend met 50 % van de voor het eerste jaar door de leerlingen van de afgestane leerlingen verdiende uren en 20 % voor de vier volgende jaren. Eindelijk, kan de verwelkomende inrichting een prioritaire toegang tot het Uitrustingsfonds zoals bedoeld bij het decreet van 26 april 2007 waarbij gezorgd wordt voor de pedagogische uitrusting van het kwalificatieonderwijs, toegekend worden voor de in acht genomen opties. De kosten die voortvloeien uit mogelijke overdrachten van infrastructuuruitrustingen en verbouwingen worden door de Franse Gemeenschap ten laste genomen ten belope van een door de Regering bepaald bedrag. De afstaande inrichtingen worden ertoe niet meer gemachtigd de bedoelde opties te programmeren voor een periode van tien jaar behoudens door de Regering toegestane afwijking.

Na de termijn van vijf jaar, worden de stimuli beschreven in het vorige lid verminderd. Het eerste jaar dat volgt de termijn van vijf jaar geniet de schoolinrichting die de stimuli heeft genoten 50 % van de lestijden die ze het vorige schooljaar toegekend waren. Het tweede schooljaar dat volgt op de termijn van vijf jaar geniet de schoolinrichting die de stimuli heeft genoten 25 % van de lestijden die ze de twee vorige schooljaren toegekend waren. Dat systeem neemt een einde op het einde van dit tweede schooljaar.

§ 4. Binnen de perken van de begrotingsmiddelen die haar worden toegekend met toepassing van artikel 7 van dit decreet, selecteert de Instantie, op basis van de criteria bedoeld bij artikel 6, projecten voor de oprichting van opties. Deze opties kunnen opgericht worden in verhouding tot 60 % van de oprichtingsnorm.

Elke betrokken inrichting krijgt naast de lestijden-leraar zoals bepaald overeenkomstig het decreet van 2 juli 1990 betreffende de berekening en de aanwending van het totaal aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, aanvullende lestijden toebedeeld om de aanwerving toe te laten van leraren, opvoeders of pedagogische coördinatoren exclusief voor het bedoelde project. Het aantal aanvullende lestijden toegekend voor het behoud van een optie bedraagt maximum 26 lestijden.

Aan elke inrichting kan ook een werkingsdotatie of –toelage toegekend worden naast de werkingsdotaties en –toelagen bedoeld bij de Wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, om de tenlasteneming toe te laten van werkingskosten voortvloeiend uit de oprichting van de bedoelde optie. Het minimumbedrag toegekend voor een oprichting is gelijk aan het bedrag verkregen voor een groep van zes leerlingen volgens de categorie zoals bepaald bij artikel 3, § 3, van de bovenvermelde Wet van 29 mei 1959 en het maximumbedrag is gelijk aan het bedrag toegekend voor een groep van 16 leerlingen volgens de categorie zoals bedoeld bij artikel 3, § 3, van de bovenvermelde Wet van 29 mei 1959.

Aan het project, ingediend bij het Uitrustingsfonds, van elke inrichting kan eindelijk ook door de Instantie een prioritair statuut worden toegekend zoals bedoeld bij het Decreet van 26 april 2007, zoals gewijzigd, waarbij gezorgd wordt voor de pedagogische uitrusting van het kwalificatieonderwijs, wanneer dit project op uitrustingen betrekking heeft die noodzakelijk zijn voor de inrichting van het bedoelde project.

Deze maatregel is enkel van toepassing gedurende de twee jaren van de oprichting van de optie.

Art. 6. § 1. Alle beslissingen betreffende de toekenning van stimuli zoals beschreven in artikel 5 van dit decreet worden per consensus genomen van de aanwezige leden van alle categorieën bedoeld bij § 1, tweede lid van artikel 4.

Indien er geen consensus bereikt kan worden, worden de beslissingen met betrekking tot de toekenning van stimuli bij eenparigheid van stemmen genomen van de leden van de categorieën *a)* en *b)* van § 1 van artikel 4 en van de categorie *c)* van § 1, van artikel 4, waarbij deze laatste categorie over vier stemmen beschikt waaronder twee voor de vertegenwoordigers van de werknemers en twee voor de vertegenwoordigers van de werkgevers.

§ 2. Om de betrokken opties te selecteren, maakt de Instantie gebruik van de volgende criteria :

1° de overeenstemming met de jobs zonder genoeg werknemers die door FOREm of Actiris geïdentificeerd worden;

2° de coherentie en de relevantie van het project tegenover het globale aanbod aan vorming voor de betrokken zone;

3° de aanwending van de bestaande pedagogische opleidingsinstrumenten zoals de Centra voor gevorderde technologieën, de centra voor vaardigheden en de referentiecentra.

Elk project dat gekozen wordt door een Instantie moet alle drie criteria in acht nemen waarvan sprake in deze paragraaf met uitzondering van de projecten bedoeld bij § 3, van artikel 5, waarvoor enkel het tweede criterium in aanmerking wordt genomen.

§ 3. De lijst van de door de Instantie geselecteerde opties wordt om akkoord aan de Regering voorgelegd en medegedeeld aan de Voorzitters van de betrokken Zoneraden en Overlegcomités van de verschillende onderwijsnetten en aan de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs ten laatste tegen 15 januari voor het betrokken schooljaar.

In afwijking van het vorige lid, worden de planningsprojecten bedoeld bij artikel 5, § 4, ten laatste tegen 15 januari voor het betrokken schooljaar aan de Voorzitters van de betrokken Zoneraden en Overlegcomités van de verschillende onderwijsnetten medegedeeld om, desnoods, aan de Algemene raad voorgelegd te worden en aan de beslissing van de Regering volgens de procedures bepaald bij het decreet van 29 juli 1992 tot organisatie van het secundair onderwijs.

De beslissingen van de Instantie, die ter instemming aan de Regering moeten worden voorgelegd of waarop de programmeringsprocedures bedoeld bij het tweede lid van toepassing zijn, beschrijven de betrokken opties, de motivatie van de beslissing en de gedetailleerde lijst van de voorgenomen stimuli.

§ 4. De Sturingsinstantie bezorgt, voor de maand oktober van elk jaar, een activiteitenverslag over het verlopen schooljaar aan de Regering.

Art. 7. In functie van de begrotingsmiddelen, verdeelt de Regering over de sturingsinstanties de middelen die noodzakelijk zijn voor de toekenning van stimuli zoals beschreven in artikel 5.

Elke zone geniet een zonebegroting gelijk aan de totale begroting bestemd voor de stimuli vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller gelijk is aan het aantal gewogen leerlingen van het kwalificatieonderwijs in de betrokken zone en waarvan de noemer het totale aantal gewogen leerlingen van het kwalificatieonderwijs in het geheel van de zones is.

Het aantal gewogen leerlingen van het kwalificatieonderwijs in een bepaalde zone is gelijk aan het aantal leerlingen van het kwalificatieonderwijs van de betrokken zone vermenigvuldigd met de zonefactor.

De zonefactor wordt bepaald op 0,5 voor de zone waarvan het indexcijfer het grootste is en 1,5 voor de zone waarvan het indexcijfer het kleinste is. De zonefactoren van de andere zones wordt bekomen door aan 0,5 de uitslag afgerond tot de tweede decimaal van de breuk bij te tellen waarvan de teller gelijk is aan het verschil tussen het grootste indexcijfer en het indexcijfer van de betrokken zone en waarvan de noemer gelijk is aan het verschil tussen het indexcijfer van de meest begunstigde zone en het indexcijfer van de minst begunstigde zone.

HOOFDSTUK III. — Slotbepaling

Art. 8. De volgende bepaling wordt gewijzigd :

In artikel 3, 1°, van het Decreet van 26 april 2007 waarbij gezorgd wordt voor de pedagogische uitrusting van het kwalificatieonderwijs, wordt een prioriteit *g*), luidend als volgt, toegevoegd :

« *g*) Aan de inrichtingen waarvan het project goedgekeurd werd door de Regering volgens de procedure bedoeld bij artikel 7 van het Decreet van 30 april 2009 betreffende de creatie van subregionale sturingsinstanties en de toekenning van stimuli met het oog op een meer doeltreffende herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen. ».

Art. 9. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel op 30 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente

en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,

M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,

C. DUPONT

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,

M. TARABELLA

Nota

(1) *Zitting 2008-2009*

Stukken van het Parlement. — Voorstel van decreet, nr. 670-1. — Commissieamendementen nr. 670-2.- Verslag, nr. 670-3.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 27 april 2009. Aanneming. Vergadering van 28 april 2009.